



Social

Des associations accompagnent la démarche RSE des entreprises

Un saut à l'élastique pour booster l'audace de ses salariés ? Dépassé. Aujourd'hui, on les sensibilise aux enjeux de la planète en leur proposant de repeindre les locaux d'Emmaüs. Des associations se posent en facilitatrices, pour les entreprises et les collectivités locales.

Certains engagements ne s'improvisent pas. Le 16 juin, à Paris, le Comité 21, comité français pour l'environnement et le développement durable, organisait une table ronde consacrée à "L'engagement sociétal au prisme des ODD". Car les ODD, Objectifs de développement durable adoptés par l'ONU, dans des domaines comme l'écologie ou la paix, représentent une "opportunité de mobilisation et de coopération avec les collaborateurs et les citoyens dans la RSE et le développement durable", expliquait Claire Videau, chargée de mission RSO (Responsabilité sociétale des organisations) au Comité 21.

Et les interventions lors de la table ronde ont également mis en exergue le rôle d'associations spécifiques, pour concrétiser cette mobilisation. Ainsi, pour un séminaire de motivation des équipes, "plutôt que d'aller faire du paintball ou kart, qui prônent la compétition, certains managers osent emmener leur équipe faire du soutien à Emmaüs, repeindre un local. Faire les choses collectivement peut donner envie à des gens de s'engager", explique, par exemple, Ségolène Delahalle, co-fondatrice de l'association Ca Me Regarde. Celle-ci propose aux entreprises des actions pour les aider à intégrer leurs salariés dans leurs démarches en RSE. "Nous organisons des journées solidaires. On embarque les colla-

borateurs de l'entreprise pour aider des associations locales", poursuit Ségolène Delahalle. C'est ainsi que des salariés de la chaîne de boulangeries, Paul, ont passé une journée pour réfléchir à la RSE, sous la houlette d'un manager. Une partie du temps a été consacré à travailler dans une ferme liée à une épicerie solidaire. Et l'épisode s'est conclu par l'élaboration d'un "plan d'action" nourri des projets des participants, comme celui de compactage de déchets ou l'exploitation de la chaleur d'un four pour chauffer aussi un espace de vente.

Car à la base, intégrer les salariés dans une démarche RSE n'a rien d'évident, prévient Ségolène Delahalle : qu'il s'agisse de micro-don, de mécénat de compétences ou toute autre modalité, "la RSE, le développement durable sont des termes qui ne sont pas bien cernés par tous les collaborateurs. (...) Il reste encore du travail pour les faire comprendre. Cela demande beaucoup d'accompagnement. Et du sens. Il faut que l'entreprise soit légitime", met en garde la responsable.

L'immobilier face à la RSE

Dans une démarche voisine, le promoteur immobilier, Kaufman & Broad, a choisi de se faire accompagner par une autre association, Empreintes Citoyennes. En effet, l'appel à projet auquel concourt une des agences locales, en Ile-de-France, qui prévoit la revitalisation d'un centre ville, impose la participation des habitants au projet. "On atteint là les limites de notre métier", estime Rémy Le Beguec, directeur adjoint au développement foncier à l'agence Ile-de-France. Il a donc fait appel à Empreintes Citoyennes, qui se donne précisément comme objectif l'intégration des citoyens dans la décision locale. Plus globalement, l'association prend en compte l'histoire des lieux, pour que le projet s'y intègre, la création de lien social... Il s'agit de "casser les défiances" entre les collectivités et les citoyens, explique Julien Goupil, président de

l'association. Pour Rémy Le Beguec, sensible aussi au "déficit d'image" de sa profession, ce type de démarche constitue "l'avenir pour la promotion immobilière".

Le propos n'a rien d'utopiste : en effet, le groupe Kaufman & Broad a développé une politique globale de RSE, mais "c'est perçu comme coûteux. En clair, ces bons sentiments, combien cela coûte et qui les paie ?", explique Rémy Le Beguec, restituant des interrogations vives dans de nombreuses entreprises. Alors, cet appel à projet, pour lequel le cabinet a passé avec succès la première étape de sélection, "c'est aussi une manière de montrer que la RSE a un sens. L'application pratique, quand elle réussit, est évidemment fédératrice pour les collaborateurs", conclut le responsable. Reste, souligne-t-il, que la démarche ne peut aboutir, que si l'ensemble des parties prenantes d'un projet immobilier jouent le jeu. Quant à Julien Goupil, il estime que "c'est l'action publique qui incite les promoteurs à ouvrir la porte". Et pour le fondateur d'Empreintes Citoyennes, également actif sur des projets à Bordeaux, Nantes et Montpellier, "un réflexe commence à s'insérer".

■ Anne DAUBRET

Éthique

Le Comité consultatif national d'éthique (CCNE) s'est prononcé le 27 juin en faveur de la procréation médicalement assistée (PMA) pour les femmes célibataires et les femmes en couple homosexuel. Onze membres du CCNE sur 39 ont signé une « proposition divergente recommandant le statu quo ». Les partis de gauche et les associations LGBT réclament un calendrier législatif précis mais Emmanuel Macron a exclu, le 28 juin, en conseil des ministres, toute précipitation.